

L'origine de la crise de la dette du tiers-monde (*)

Eric Toussaint et Damien Millet

Quel est l'impact de la dette extérieure sur le niveau de développement humain?

Les institutions financières internationales exigent inlassablement le remboursement de la dette extérieure. Elles l'imposent comme une priorité pour poursuivre le dialogue avec les autorités des pays endettés. Nous verrons que les gouvernements du Sud auraient de multiples raisons pour refuser cette dette souvent immorale et illégitime. Des arguments politiques, économiques, sociaux, moraux, juridiques, écologiques, religieux en ce sens seront développés dans cet ouvrage. Mais les pressions exercées par les grands argentiers du monde et les collusions entre classes dominantes du Nord et du Sud sont telles que la plupart des dirigeants des PED acceptent de voir leurs populations plier sous le fardeau de la dette.

La dette des PED est devenue beaucoup trop importante pour ces économies fragiles et a annihilé toute tentative de développement. Selon Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, en 2000, le service de la dette *[voir lexique]* s'élève en moyenne à 38 % du budget des États d'Afrique subsaharienne.

S'ils suivent les exigences du FMI, de la Banque mondiale et des autres créanciers, ils n'ont d'autre recours que de mettre en place une politique d'austérité budgétaire stricte. Cela implique des dépenses publiques réduites au minimum dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'entretien des infrastructures, des investissements publics dans des activités génératrices d'emplois, du logement, sans parler de la recherche et de la culture. Seules sont épargnées les dépenses en faveur de la police et de la justice.

Part du budget allouée aux services sociaux de base et au service de la dette pour la période 1992-1997		
Pays	Services sociaux	Service de la dette
Cameroun	4,0 %	36,0 %
Côte d'Ivoire	11,4 %	35,0 %
Kenya	12,6 %	40,0 %
Zambie	6,7 %	40,0 %
Niger	20,4 %	33,0 %
Tanzanie	15,0 %	46,0 %
Nicaragua	9,2 %	14,1 %

Source : PNUD, *Rapport sur la Pauvreté dans le monde 2000*

Afin de payer ces sommes colossales, les gouvernements doivent se procurer les dollars (ou d'autres monnaies fortes) dans lesquels les remboursements doivent être effectués. Dans ce but, la priorité est donnée aux politiques exportatrices : exploitation accélérée des ressources naturelles (minerais, pétrole, gaz, etc.) et développement effréné des produits agricoles de rente (café, cacao, coton, thé, arachide, sucre, etc.). Les meilleurs intrants *[voir lexique]* leur sont réservés. La monoculture, si dangereuse car créant un état de dépendance pour des pays déjà fort démunis, se généralise. Les cultures vivrières sont délaissées, ce qui conduit souvent les pays exportateurs de produits agricoles à importer les denrées alimentaires dont ils ont besoin.

Pour produire à moindre coût, il n'est tenu aucun compte des conditions de vie, voire de survie, des populations concernées. Les acquis sociaux sont minimes et souvent remis en cause, et les conditions de travail déplorables.

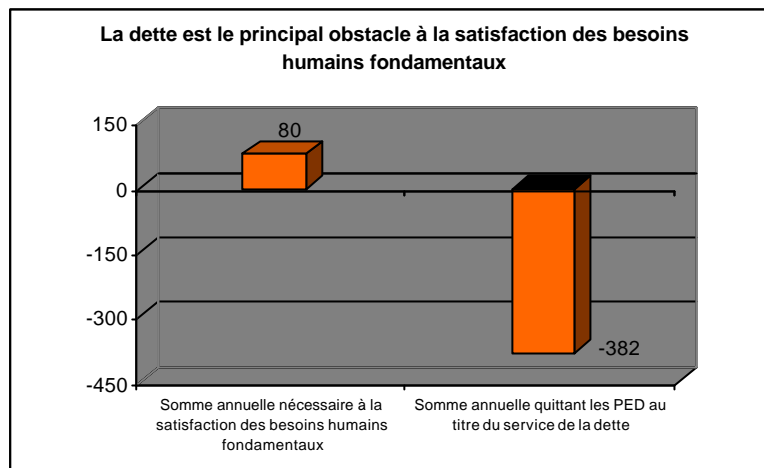
De plus, les ressources naturelles des PED, souvent abondantes et variées, sont surexploitées, ce qui crée de graves problèmes environnementaux. D'après les prévisions, certains pays devraient voir leurs principales ressources naturelles s'épuiser dans quelques décennies, comme le pétrole pour le Gabon. De nombreux pays du Sud s'alarment des ravages causés par la déforestation résultant de l'exploitation intensive des bois tropicaux ou de l'augmentation des surfaces ensemencées. Selon l'organisme des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), au cours des années 1990, plus de 94 millions d'hectares de forêts ont ainsi disparu, presque exclusivement dans les PED, alors que dans certaines régions, les populations les plus vulnérables dépendent des forêts pour leur subsistance. Chaque année, une surface de forêts équivalente au territoire de la Hongrie est rasée... Pire, un rapport de l'Académie internationale pour la paix, aux Nations unies, affirme que la moitié du bois importé par l'Union européenne a été coupé illégalement en Afrique par des sociétés qui ont pignon sur rue. Enfin, selon le président de la Banque mondiale, 12 % des espèces d'oiseaux et 25 % des mammifères sont menacées d'extinction.

Le problème de la pêche est lui aussi crucial. Pour un milliard de personnes dans le monde, le poisson est la source primaire de protéines. Mais la production mondiale a doublé en trente ans pour atteindre 137 millions de tonnes en 2001. La FAO parle de " surexploitation durable " des mers et estime qu'il faudrait diminuer l'effort de pêche de 30 % pour permettre un repeuplement. La situation est grave : selon la FAO, la moitié des stocks de poissons atteignent leur limite biologique et 88 des 126 espèces de mammifères marins sont en voie de disparition.

Pour tenter d'apporter une réponse à ces graves menaces, l'ONU a organisé en 2002 le Sommet mondial du développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud), réunissant 60.000 délégués du monde entier. Le coût de cette grand-messe décevante s'élève à 80 millions de dollars, payés pour 33 millions de dollars par des compagnies privées sud-africaines et pour 45 millions de dollars par l'ONU. Il faut savoir que ces 80 millions de dollars représentent l'équivalent de 67 % du budget annuel de la santé au Mali.

A ce stade de l'analyse, la relation entre dette et développement humain est claire. Le mécanisme de la dette permet aux institutions financières internationales, aux États du Nord et aux multinationales de prendre le contrôle de l'économie des PED et de mettre la main sur leurs ressources et leurs richesses, au détriment des populations locales. C'est une nouvelle colonisation, réglée par l'adoption des plans d'ajustement structurel [voir Q15 et Q16]. Les décisions concernant le Sud ne sont pas prises au Sud, mais à Washington (au département du Trésor américain, au siège de la Banque mondiale ou du FMI), à Paris (au siège du Club de Paris qui regroupe les États créanciers du Nord [voir Q17]) ou au sein du Club de Londres (qui regroupe les grandes banques du Nord – et qui ne siège pas toujours à Londres... [voir *lexique*]). De ce fait, la satisfaction des droits humains fondamentaux n'est pas érigée en priorité. La priorité est à la satisfaction de critères économiques, financiers et géopolitiques, comme le remboursement de la dette, l'ouverture des frontières aux capitaux et aux marchandises, le traitement privilégié des pays alliés aux grandes puissances ou l'étranglement des pays "ennemis " (comme Cuba).

Le montant remboursé par les PED au titre de service de la dette s'élevait à 382 milliards de dollars en 2001. Ces remboursements très élevés privent les PED de précieuses ressources pour lutter efficacement contre la pauvreté, alors que l'aide des pays du Nord ne cesse de diminuer.



Source : Banque mondiale, *Global Development Finance 2002* ; PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2000*

La dette apparaît aujourd'hui comme l'obstacle principal à la satisfaction des besoins humains fondamentaux, au cœur du système de domination des pays riches sur l'ensemble des PED. Il nous faut comprendre ce mécanisme à la fois subtil et pervers.

" De même, les Français cultivés et informés savaient ce que faisaient leurs troupes au Vietnam et en Algérie. De même les Russes cultivés et informés savaient ce que faisaient leurs troupes en Afghanistan, les Sud-Africains et les Américains cultivés et informés savaient ce que leurs "auxiliaires" faisaient au Mozambique et en Amérique centrale. De même aujourd'hui, les Européens cultivés et informés savent comment les enfants meurent lorsque le fouet de la dette siffle au-dessus des pays pauvres. "

Sven Lindqvist, Exterminez toutes ces brutes

Quels ont été les principaux promoteurs de l'endettement des PED ?

Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont mis en place le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe. Ils ont investi massivement dans l'économie européenne pour l'aider à se remettre debout et les pays européens sont redevenus très vite des partenaires commerciaux privilégiés. De plus en plus de dollars se sont mis à circuler à travers le monde, et les autorités américaines ont tenté de freiner les demandes de conversion de dollars en or (qui était possible avant 1971), pour ne pas assécher leurs coffres-forts. Elles ont encouragé alors les investissements des entreprises américaines à l'étranger, pour éviter le retour des dollars en excès et une flambée de l'inflation [voir *lexique*]. Voilà pourquoi dans les années 1960, les banques occidentales regorgeaient de dollars (les "eurodollars"). Elles les ont prêtés alors à des conditions avantageuses aux pays du Sud, qui cherchaient à financer leur développement, notamment les États africains nouvellement indépendants et les pays d'Amérique latine en forte croissance. Nous verrons plus loin que les motivations des emprunteurs pouvaient être très éloignées de la volonté de développer leur pays.

A partir de 1973, l'augmentation du prix du pétrole, ce que l'on a appelé le "choc pétrolier", a apporté des revenus confortables aux pays producteurs qui les ont placés à leur tour dans les banques occidentales. Les banques ont proposé ces "pétrodollars" aux pays du Sud, à des taux d'intérêt faibles pour les inciter à emprunter. Tous ces prêts provenant de banques privées ont constitué la partie privée de la dette extérieure publique des PED.

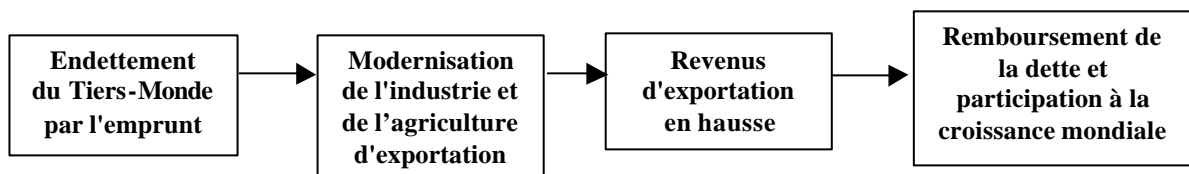
Se sont ajoutés à cela les prêts des États du Nord qui, à partir de 1973-1975 suite au choc pétrolier, ont été touchés par la première récession généralisée depuis la seconde guerre mondiale. Les marchandises produites au Nord ont eu du mal à trouver preneur à cause de la récession et du début du chômage massif. Ces pays riches ont décidé alors de distribuer du pouvoir d'achat au Sud, afin de l'inciter à acheter les marchandises du Nord. D'où des prêts d'État à État, souvent sous forme de crédits d'exportations : c'est l'aide liée. En gros, je te prête 10 millions de dollars à bas taux, à condition que tu m'achètes pour 10 millions de dollars de marchandises... C'est ainsi que s'est constituée la partie bilatérale de la dette extérieure publique.

Le troisième acteur de l'endettement est la Banque mondiale. Institution née en 1944 à Bretton Woods (tout comme le FMI), elle a accru considérablement ses prêts aux pays du Tiers-Monde à partir de 1968, sous la présidence de l'Américain Robert McNamara, ancien secrétaire à la Défense durant la guerre du Vietnam. De 1968 à 1973, la Banque mondiale a accordé davantage de prêts que pendant toute la période 1945-1968. Elle a incité les pays du Sud à emprunter massivement afin de financer la modernisation de leur appareil d'exportation et de les connecter plus étroitement au marché mondial. Ces prêts ont constitué la partie multilatérale de la dette extérieure publique.

Enfin, les gouvernements et les classes dominantes du Sud ont joué durant toute cette période un rôle important : ils ont écouté le chant des sirènes occidentales et se sont engagés sur la voie d'une forte augmentation de l'endettement de leur pays. Ils y ont souvent vu le moyen de prélever au passage, pour leur compte personnel, des sommes empruntées au nom de l'État (ou comment transformer une partie de la dette en moyen privé d'accumulation...).

Jusqu'à la fin des années 1970, l'endettement est resté supportable pour les pays du Sud car les taux d'intérêt étaient faibles et ces prêts leur permettaient de produire davantage, donc d'exporter plus, et de récupérer des devises pour rembourser et investir.

Le développement vu par la Banque mondiale entre 1968 et 1980



Ces quatre intervenants (banques privées, États du Nord, Banque mondiale, gouvernements du Sud) sont à l'origine d'une augmentation exponentielle de la dette extérieure des PED : multipliée par 12 entre 1968 et 1980, elle est passée de 50 milliards de dollars à 600 milliards de dollars.

" Le poids de la dette étouffe les budgets publics de nombreux pays en développement, et ce, bien souvent pour rembourser le financement de projets improductifs entrepris longtemps auparavant par des régimes autoritaires. "

PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2002

Dans quel contexte géopolitique s'inscrit le surendettement des PED ?

Après 1945, s'ouvre la période de la guerre froide. Les deux super-puissances (États-Unis et URSS) s'arment massivement et s'affrontent de manière indirecte, soucieuses de préserver et d'accroître leur zone d'influence.

Dans les années 1950 et 1960, de nombreux pays sont tentés par des expériences politiques qui leur sont propres. Après une lutte opiniâtre, les pays d'Asie puis d'Afrique parviennent à la décolonisation. Certains de ces pays ont la volonté de s'engager sur la voie d'un développement qu'ils décident par eux-mêmes, en prenant leurs distances par rapport aux ex-puissances coloniales. Ils se réunissent pour la première fois en 1955 à Bandung (Indonésie). Cette conférence marque l'émergence du Tiers-Monde sur la scène internationale et prélude au non-alignement.

La Banque mondiale va agir pour contrecarrer l'influence soviétique et les différentes tentatives nationalistes et anti-impérialistes. Son action va se situer sur le plan financier. Comme le souligne le député français Yves Tavernier dans le rapport 2000 de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale sur les activités et le contrôle du FMI et de la Banque mondiale, son "rôle était de fidéliser la clientèle du Tiers-Monde en faveur du monde occidental". La stratégie est double : les prêts vont être utilisés aussi bien pour soutenir les alliés que pour asservir les récalcitrants.

D'une part, la Banque mondiale soutient les alliés stratégiques des États-Unis dans les différentes régions du globe (Mobutu Sese Seko au Zaïre de 1965 à 1997, Suharto en Indonésie de 1965 à 1998, Ferdinand Marcos aux Philippines de 1965 à 1986, la dictature brésilienne de 1965 à 1980, Augusto Pinochet au Chili de 1973 à 1990, les généraux Videla et Viola en Argentine de 1976 à 1983, etc.) pour renforcer la zone d'influence américaine.

D'autre part, la Banque mondiale va prêter de manière conditionnelle à des pays qui tentent d'appliquer des politiques hétérodoxes par rapport au modèle capitaliste dominant. Elle leur propose les capitaux dont ils ont besoin, en affirmant que l'exportation des matières premières qu'ils produisent sera suffisante pour les remboursements et pour moderniser leur appareil industriel. En agissant ainsi, elle acquiert un droit de regard sur les politiques économiques pratiquées dans les pays du Sud, s'efforçant de stopper le développement de politiques indépendantes et de ramener dans le giron des grandes puissances industrielles nombre de dirigeants qui ont pris leurs distances (Gamal Abdel Nasser en Égypte entre 1954 et 1970, Kwame N'Krumah au Ghana entre 1960 et 1966, etc.). Quand les dirigeants du Sud refusent cette démarche, les puissances du Nord n'hésitent pas à les renverser en mettant en place des dictatures (assassinat de Patrice Lumumba dans l'ex-Congo belge en 1961, de Sylvanus Olympio au Togo en 1963, de Salvador Allende au Chili en 1973) ou à intervenir militairement (interventions des États-Unis à Saint-Domingue en 1965, au Vietnam, à Cuba par mercenaires interposés en 1961 ; interventions françaises au Gabon en 1964 pour rétablir Léon M'ba, au Cameroun à plusieurs reprises dans les années 1960 pour soutenir le gouvernement de Ahmadou Ahidjo, au Tchad à de nombreuses reprises depuis 1960, en République centrafricaine en 1979 pour installer David Dacko après un putsch ; et bien d'autres soutiens...). En cas d'échec, comme avec Fidel Castro au pouvoir à Cuba depuis 1959, le pays est mis durablement au ban des nations et le prix à payer est là aussi considérable.

Les données géopolitiques constituent donc la toile de fond du processus d'endettement des pays du Sud.

" Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corrompre des gouvernements pendant la guerre froide. Le problème n'était pas alors de savoir si l'argent favorisait le

bien-être du pays, mais s'il conduisait à une situation stable, étant donné les réalités géopolitiques mondiales. "

Joseph E. Stiglitz (économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 1999, prix Nobel d'économie en 2001), in L'Autre mondialisation, Arte, 7 mars 2000

Quels ont été les acteurs de l'endettement dans les pays du Sud et comment les emprunts ont-ils été utilisés ?

Les emprunts contractés par les dirigeants des pays du Sud n'ont que très peu profité aux populations. La majeure partie fut contractée par des régimes dictatoriaux, alliés stratégiques de grandes puissances du Nord. Il n'y a qu'à étudier la liste des pays les plus endettés en 1980 pour y trouver nombre de régimes aux liens politiques étroits avec la Triade, souvent de nature autoritaire : Brésil, Mexique, Corée du Sud, Argentine, Indonésie, Algérie, Turquie, Égypte, Philippines, Chili, Pakistan, Roumanie, Pérou, Nigeria, Thaïlande, etc.

Une partie importante des sommes empruntées a été détournée par des régimes corrompus. Ils ont d'autant plus facilement accepté d'endetter leur pays qu'ils ont prélevé au passage des commissions avec le soutien des autres acteurs de l'endettement. Comment expliquer qu'à sa mort, Mobutu Sese Seko, à la tête du Zaïre pendant plus de 30 ans, disposait d'une fortune estimée à 8 milliards de dollars, équivalant aux deux tiers de la dette de son pays, sans compter l'enrichissement de ses proches ? Ou qu'à Haïti, en 1986, la dette extérieure s'élevait à 750 millions de dollars lorsque la famille Duvalier, qui a gouverné d'une main de fer pendant trente ans (d'abord François – dit Papa Doc - puis Jean-Claude - dit Bébé Doc), a pris la fuite vers la Côte d'Azur française avec une fortune évaluée à plus de 900 millions de dollars ? Quelle autre explication trouver à l'enrichissement de la famille de Suharto en Indonésie dont la fortune, au moment où il a été chassé du pouvoir en 1998 après 32 ans de règne, était estimée à 40 milliards de dollars, alors que son pays était en plein marasme ?

Parfois, comme dans le cas de la dictature argentine (1976-1983), la situation est ubuesque. Pendant cette période, la dette a été multipliée par 5,5 pour s'élever à 45 milliards de dollars en 1983, essentiellement contractée auprès de banques privées, avec l'accord des autorités américaines. Dès 1976, un prêt du FMI avait donné un signe fort aux banques du Nord : l'Argentine de la dictature était fréquentable. La junte au pouvoir a recouru à un endettement forcé des entreprises publiques, comme la compagnie pétrolière YPF dont la dette externe est passée de 372 millions de dollars à 6 milliards de dollars, elle a donc été multipliée par 16 en 7 ans. Mais les devises empruntées à cette époque ne sont pratiquement jamais arrivées dans la caisse des entreprises publiques. Les sommes empruntées aux banques des États-Unis y étaient en grande partie remplacées sous forme de dépôts, à un taux inférieur à celui de l'emprunt. On a assisté alors à un enrichissement personnel des proches du pouvoir dictatorial via des commissions importantes. A titre d'exemple, entre juillet et novembre 1976, la Chase Manhattan Bank a reçu mensuellement des dépôts de 22 millions de dollars et les a rémunérés à environ 5,5 % ; pendant ce temps, au même rythme, la Banque centrale [voir lexique] d'Argentine empruntait 30 millions de dollars à la même banque à un taux de 8,75 %. Tout cela s'est fait avec le soutien actif du FMI et des États-Unis, permettant un maintien du régime de terreur tout en rapprochant l'Argentine des États-Unis après l'expérience nationaliste de Peron et de ses successeurs.

" De 1976 à 1983, la politique d'endettement et de prêts a été totalement arbitraire. Cela implique le personnel et les conseils d'administration des institutions publiques et privées. L'existence d'un lien explicite entre la dette extérieure, le flux de capitaux étrangers à court terme, les taux d'intérêt élevés sur le marché intérieur et le sacrifice

correspondant du budget national depuis 1976 n'ont pas pu passer inaperçus aux autorités du FMI qui supervisaient les négociations économiques à cette période. "
Sentence de la Cour fédérale d'Argentine, 14 juillet 2000

Ainsi, la dette s'est accrue très vite, tout comme la richesse personnelle des proches du pouvoir. Ce fut également bénéfique pour les banques du Nord : l'argent revenait en partie dans leurs coffres, et pouvait être prêté de nouveau à d'autres qui l'ont eux aussi remboursé... De plus, la fortune des dictateurs était très utile aux banques car elle leur servait de garantie. Si soudain le gouvernement d'un pays endetté montrait de la mauvaise volonté à rembourser les prêts contractés au nom de l'État, la banque pouvait gentiment menacer de geler les avoirs personnels secrets des dirigeants, voire de les confisquer. La corruption et les détournements ont donc joué un rôle important.

Par ailleurs, l'argent qui parvenait tout de même dans le pays emprunteur a été utilisé de manière bien ciblée.

Les crédits sont allés en priorité aux méga-projets énergétiques ou d'infrastructures (barrages, centrales thermiques, routes, voies ferrées...), très souvent inadaptés et mégalomaniques, que l'on a surnommés " éléphants blancs ". Le but n'était pas d'améliorer la vie quotidienne des populations sur place, mais plutôt de parvenir à extraire les richesses naturelles du Sud et les transporter facilement vers le marché mondial. Par exemple, le barrage d'Inga au Zaïre a permis à partir de 1972 de tirer une ligne à haute tension sans précédent de 1.900 km vers le Katanga, province riche en minerais en vue de leur extraction. Mais cette ligne ne s'est pas accompagnée de l'installation de transformateurs pour fournir de l'électricité aux villages qu'elle survole... D'autres barrages souvent pharaoniques ont été possibles grâce aux financements du Nord : Kedung Ombo en Indonésie, Bhumibol et Pak Mun en Thaïlande, Haut-Krishna et Sardar Sardovar en Inde, Tarbeta au Pakistan, Ruzizi au Rwanda, Yaceryta sur la rivière entre l'Argentine et le Paraguay, Blabuina, Tucurui et Itaparica au Brésil...

Cette logique prévaut encore régulièrement, comme le prouve la construction du pipeline Tchad-Cameroun, lancé au milieu des années 1990 et permettant d'amener le pétrole de la région de Doba (Tchad, enclavé) au terminal maritime de Kribi (Cameroun), à 1.000 km de là. Sa mise en place se fait au plus grand mépris des intérêts des populations. Par exemple, à l'origine, pour indemniser les populations des dommages causés par ce projet cofinancé par la Banque mondiale et associant Shell, Exxon et Elf, les responsables ont proposé 25 FCFA (environ 3,7 cents de dollar) par mètre carré d'arachide détruit, 5 FCFA (0,7 cent de dollar) par mètre carré de mil perdu, ou encore 3000 FCFA (4,5 dollars) par pied de manguier détruit, alors que selon le député tchadien Ngarléjy Yorongar, la première production de cet arbre peut à elle seule donner 1000 mangues dont chacune peut se négocier environ 1 FF (0,15 dollar)...

Autre exemple, la Chine a initié en 1994 la construction du barrage pharaonique des Trois-Gorges, dont le lac de rétention fait plus de 600 km de long, soit les deux tiers de la France ! Ce barrage va entraîner le déplacement de deux millions de personnes et bouleversera irrémédiablement l'écosystème local. Les atteintes aux droits de l'homme et à l'environnement ne remettent nullement en cause la présence sur place de multinationales du Nord comme Alstom...

L'achat d'armes ou de matériel militaire pour opprimer les peuples a aussi compté dans la montée de l'endettement. Nombre de dictatures ont maintenu leur emprise sur les populations en achetant à crédit des armes, avec la complicité active ou passive des créanciers. Les populations d'aujourd'hui remboursent donc une dette qui a permis d'acheter les armes responsables de la disparition des leurs, que l'on pense aux 30.000 disparus en Argentine sous la dictature (1976-1983), aux victimes du régime d'apartheid en Afrique du Sud (1948-1994) ou du génocide au Rwanda (1994). L'argent emprunté servait aussi à alimenter les caisses noires des régimes en place, pour compromettre les

partis d'opposition et financer des campagnes électorales coûteuses et des politiques clientélistes.

Les prêts vont aussi en priorité à l'aide liée. L'argent sert alors à acheter des produits fabriqués par les entreprises du pays créancier, contribuant à redresser sa balance commerciale. Les besoins réels des populations des PED passent au second plan.

Infrastructures imposées par les multinationales du Nord, aide liée, achat d'armes pour une répression massive, détournements et corruption, voilà à quoi ont servi les sommes empruntées pendant des décennies. Aujourd'hui, les populations se saignent aux quatre veines pour rembourser une dette dont elles n'ont pas profité.

" Quels sont les banquiers qui ont sourcillé quand ils ont vu que tel prêt destiné à une société d'État mexicaine ou philippine était en fait versé directement à Boston ou à Genève sur le compte de tel haut fonctionnaire ? "

Philippe Norel et Éric Saint-Alary, L'endettement du Tiers-Monde, 1988

Comment expliquer la crise de la dette ?

Après la seconde guerre mondiale, les amorces de développement du Tiers-Monde n'étaient pas complètement subordonnées à des procédures de financement contrôlées par les banques et les institutions internationales. La majeure partie des flux de capitaux allant du Nord vers le Sud était, dans les années 1950 et 1960, d'origine publique. La subordination du Tiers-Monde à l'époque passait essentiellement par un colonialisme classique encore non aboli ou par une non-maîtrise de l'exploitation et du prix des matières premières dans lesquelles la production de ces pays destinée à l'exportation était spécialisée. Les deux principales manifestations de cette subordination étaient alors l'échange inégal et la dégradation des termes de l'échange. Ces deux problèmes subsistent encore aujourd'hui, mais ils sont aggravés par l'engrenage de la dette.

Tout va changer en effet à partir des années 1970 sous la conjonction de trois facteurs concomitants.

Le premier est la crise du capitalisme qui éclate à ce moment-là et qui se traduit par une baisse de la rentabilité du capital (c'est-à-dire des opportunités de profit), par un effondrement en 1971 du système monétaire international fondé en 1944 et la chute du dollar déjà miné à cause de l'accumulation de dollars dans le monde, et par le quadruplement du prix de pétrole en 1973. Les grandes banques occidentales vont se trouver à la tête de dollars accumulés depuis plusieurs années à cause du déficit de la balance des paiements américaine et soudainement accrus après le premier choc pétrolier. Elles vont donc, à un moment où la croissance des pays industrialisés donne des signes de fatigue, être prises d'une frénésie pour octroyer des prêts faciles aux pays du tiers monde et inciter ceux-ci à y avoir recours. Les taux d'intérêt réels sont très bas à cause d'une inflation forte.

Le deuxième facteur se situe dans la crise spécifiquement américaine. A la fin de l'année 1979, pour sortir de la crise qui les frappe, lutter contre une inflation importante et réaffirmer leur leadership mondial après les échecs cuisants au Vietnam en 1975, en Iran et au Nicaragua en 1979, les États-Unis amorcent un virage ultralibéral, qui sera poursuivi après l'élection de Ronald Reagan à la présidence. Depuis quelques mois déjà, le Royaume-Uni, sous la férule du gouvernement de Margaret Thatcher, a initié le tournant néolibéral dur. Paul Volcker, le directeur de la Réserve fédérale des États-Unis, décide une forte augmentation des taux d'intérêt américains. Cela signifie pour celui qui

possède des capitaux qu'il devient soudain très intéressant de les placer aux États-Unis car il en tirera un meilleur bénéfice. C'est bien là le but de Volcker : attirer les capitaux pour faire baisser l'inflation et relancer la machine économique américaine (notamment par un grand programme militaro-industriel). Les investisseurs de toute la planète s'y précipitent. Partout dans le monde, de par l'influence américaine, les taux suivent la même courbe. Les conséquences vont être terribles.

Les taux d'intérêt des prêts bancaires accordés aux États du Sud étaient certes faibles, mais variables et liés aux taux nord-américains et anglais (en fait indexés sur le Prime Rate et le Libor, deux taux déterminés à New York et Londres). De l'ordre de 4-5 % dans les années 1970, ils passent à 16-18 %, voire davantage au plus fort de la crise, car la prime de risque devient énorme. Ainsi, du jour au lendemain, les pays du Sud doivent rembourser trois fois plus. Les règles ont été modifiées de façon unilatérale : le " piège " se referme sur les pays endettés.

De surcroît, les pays du Sud sont confrontés à un troisième changement brutal : la baisse des cours des matières premières et des produits agricoles qu'ils exportent. La grande majorité des prêts a été contractée dans des monnaies fortes comme le dollar. Au cours des années 1970, les pays débiteurs doivent donc se procurer de plus en plus de devises pour rembourser leurs créanciers. Conditionnés pour poursuivre les paiements coûte que coûte, ils n'ont alors qu'un seul recours : produire davantage pour exporter. Ce faisant, ils mettent sur le marché en même temps de plus en plus de matières premières (café, cacao, coton, sucre, arachide, minerais, pétrole, etc.) alors qu'au Nord, la demande n'a pas augmenté. Cela entraîne une sévère chute des cours, comme on peut le constater sur le tableau suivant :

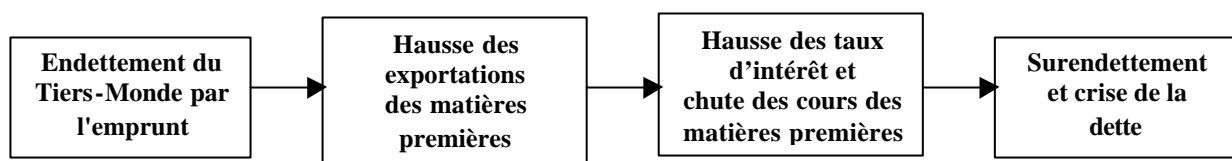
Prix de certains biens primaires entre 1980 et 2001

Produit	Unité	1980	1990	2001
Café (robusta)	cents / kg	411,7	118,2	63,3
Cacao	cents / kg	330,5	126,7	111,4
Huile d'arachide	\$ / tonne	1090,1	963,7	709,2
Huile de palme	\$ / tonne	740,9	289,9	297,8
Soja	\$ / tonne	376	246,8	204,2
Riz (Thaï)	\$ / tonne	521,4	270,9	180,2
Sucre	cents / kg	80,17	27,67	19,9
Coton	cents / kg	261,7	181,9	110,3
Cuivre	\$ / tonne	2770	2661	1645
Plomb	cents / kg	115	81,1	49,6

Prix en \$ constants de 1990. Source : Banque mondiale, *Global Development Finance* 2002.

Le Sud doit donc rembourser davantage en disposant de revenus moindres : il se retrouve alors pris dans l'étau de la dette, incapable de faire face aux échéances de remboursement. Il doit s'endetter de nouveau pour rembourser, mais cette fois-ci au prix fort. La situation se détériore très rapidement.

Ce qui s'est réellement passé



Graphique réalisé par Arnaud Zacharie

En août 1982, le Mexique est le premier pays à annoncer qu'il n'est plus en mesure de rembourser. D'autres pays très endettés, comme l'Argentine et le Brésil, vont suivre.

C'est la crise de la dette, qui va ébranler tous les pays du Sud l'un après l'autre. Les pays de l'Est européen ne sont pas épargnés, en particulier la Pologne et un peu plus tard la Yougoslavie et la Roumanie.

Cette crise de la dette résonne comme un coup de tonnerre dans le monde politique et économique. Les institutions internationales, censées réguler le système et prévenir les crises, n'ont rien vu venir. Quelques mois plus tôt, la Banque mondiale ne se doutait pas de l'issue qui se profilait :

" Il sera plus difficile pour les pays en développement de gérer leur dette, mais [les tendances] n'annoncent pas de problème généralisé. "

Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1981

En somme, la crise de la dette a été provoquée par deux phénomènes qui se sont succédé rapidement :

- ? la croissance très importante des sommes à rembourser, due à la hausse brutale des taux d'intérêt décidée à Washington ;
- ? la baisse très importante des cours des produits exportés par les pays endettés sur le marché mondial et avec lesquels ils remboursent leurs emprunts, à laquelle s'ajoute l'arrêt des prêts bancaires.

Tous les pays endettés d'Amérique latine et d'Afrique (et un peu plus tard d'Asie), quel que soit le gouvernement, quel que soit le degré de corruption et de démocratie, ont été confrontés à la crise de la dette.

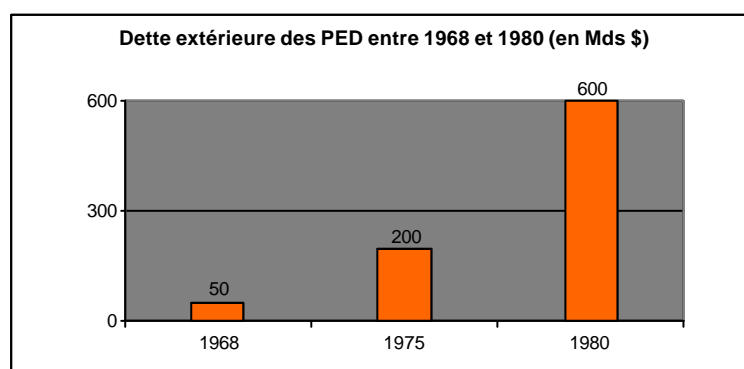
Il est capital de discerner les responsabilités fondamentales : elles se trouvent du côté des pays les plus industrialisés (en particulier le gouvernement des États-Unis et les banquiers du Nord). La corruption, la mégalomanie et le manque de démocratie au Sud ont constitué bien sûr des facteurs *aggravants* mais ce ne sont pas eux qui ont *déclenché* la crise.

" La crise de la dette latino-américaine dans les années quatre-vingt a été provoquée par l'énorme augmentation des taux d'intérêt qu'a entraînée la politique monétaire restrictive du président de la Federal Reserve, Paul Volcker, aux États-Unis. "

Joseph Stiglitz, La grande désillusion

Comment la dette extérieure des PED a-t-elle évolué depuis trente ans ?

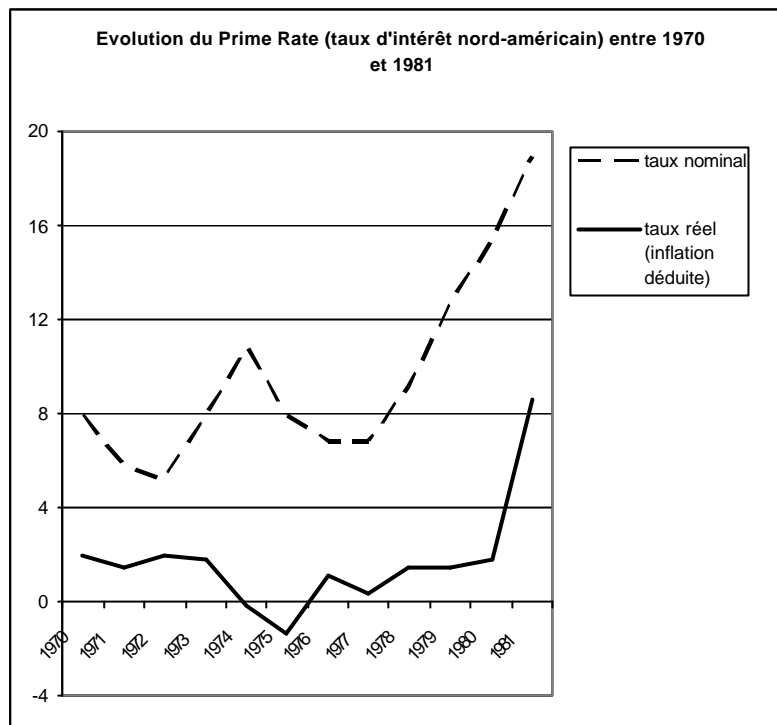
Rappelons d'abord que la dette a été multipliée par 12 entre 1968 et 1980.



Source : Banque mondiale, *World Development Indicators 2001*

Pendant cette période, les dépenses que représentait le remboursement de cette dette étaient soutenables dans la mesure où les taux d'intérêt réels étaient fort bas et où les revenus d'exportation étaient élevés. La situation a changé dramatiquement en 1980-1981 suite à la très forte augmentation des taux d'intérêt imposée au monde par le

gouvernement des États-Unis et les autorités britanniques, et suite au retournement du cours des matières premières.

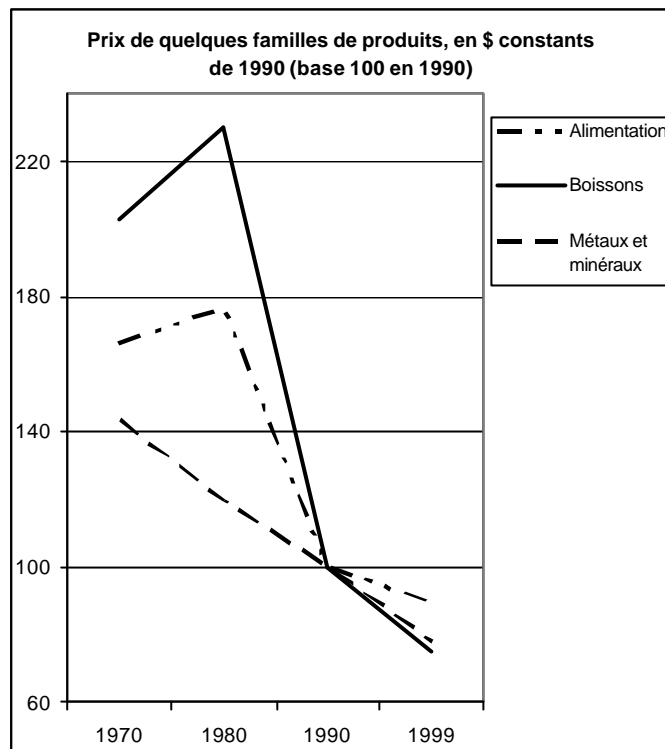


Source : Éric Toussaint, *La Bourse ou la Vie*

Les chiffres sont éloquentes :

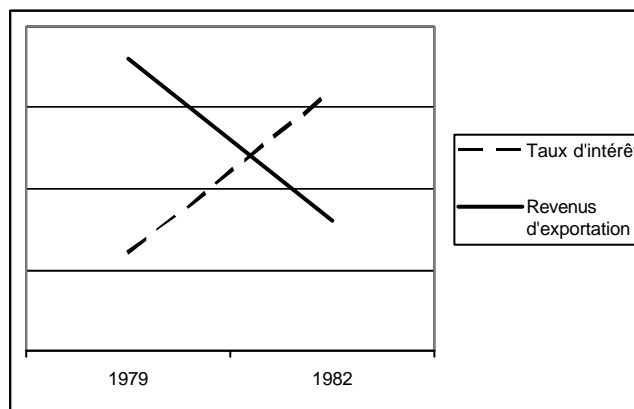
Année	Taux nominal	Taux réel (inflation déduite)
1970	7,9	2
1975	7,9	-1,3
1979	12,7	1,4
1980	15,3	1,8
1981	18,9	8,6

Les montants à rembourser sont beaucoup plus importants (à cause des taux d'intérêt très élevés) tandis que les revenus d'exportation sont en baisse, suite à la baisse brutale du prix des matières premières et des produits agricoles de base.

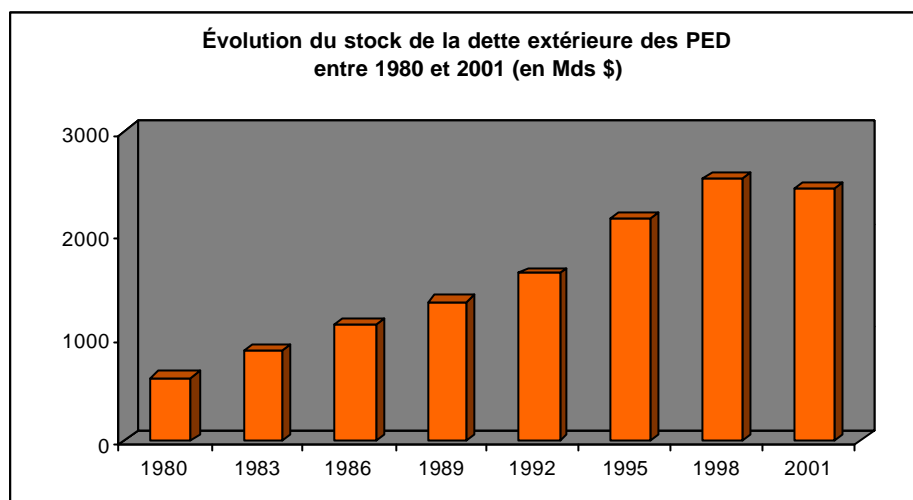


Source : Banque mondiale, *Global Development Finance 2002*.

On peut résumer l'action conjuguée de ces deux phénomènes par un schéma très simple, celui d'une paire de ciseaux qui cisaille à la base tout espoir de développement...



Depuis 1980, la dette extérieure des PED a poursuivi son ascension : 600 milliards de dollars en 1980, 1450 milliards de dollars en 1990, 2150 milliards en 1995, et 2450 milliards de dollars environ en 2001. Son évolution est visible ci-dessous :



Source : Banque mondiale, *World Development Indicators 2001* et *Global Development Finance 2002*

La légère décreue observable entre 1998 et 2001 s'explique de deux manières : d'une part, la variation des taux de change entre monnaies, autrement dit la variation du dollar qui est l'unité de compte adoptée ; d'autre part, la conséquence de la crise asiatique en 1997, qui s'est étendue en Russie et au Brésil. Les prêts bancaires et les émissions de titres de la dette ont très fortement baissé tandis que les pays endettés effectuaient d'énormes remboursements, ce qui a provoqué un léger recul du stock de leur dette *[voir lexique]*. Rien ne permet d'affirmer que la dette amorce un repli, loin de là. Elle se maintient à un niveau insoutenable. Elle étouffe les PED et contraint la majorité de leurs habitants à la misère.

" De quel développement parlons-nous ? Parlons-nous du modèle de développement néolibéral qui fait que dix-sept personnes meurent de faim chaque minute ? Est-ce soutenable ou insoutenable ? Le néolibéralisme est coupable des désastres de notre monde. Nous n'éteignons pas l'incendie et nous laissons les pyromanes tranquilles. "

*Hugo Chavez, président du Venezuela, Sommet mondial du développement durable
cité par le Monde, 4 septembre 2002.*

Comment les créanciers se sont-ils organisés face à la crise de la dette ?

Quand a éclaté en 1982 la crise de la dette au Mexique puis dans d'autres pays d'Amérique latine, les créanciers se sont rendus compte de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient et le système financier mondial a vacillé. Les nombreux prêts consentis par les banques du Nord les mettaient en danger. A titre d'exemple, en 1982, les créances sur le Brésil, l'Argentine, le Venezuela et le Chili représentaient 141 % des fonds propres [voir *lexique*] de la Morgan Guaranty, 154 % de ceux de la Chase Manhattan Bank, 158 % de ceux de la Bank of America, 170 % de ceux de la Chemical Bank, 175 % de ceux de la Citibank et 263 % de ceux de la Manufacturers Hanover. La situation était critique pour les banquiers.

Les prêteurs se sont faits rares pour un Mexique en mal de ressources et pour les États qui le rejoignirent dans cette situation. C'est là que le FMI est intervenu, par décision des gouvernements des pays les plus riches : il a prêté pour permettre aux pays en crise de faire face aux remboursements. Pour permettre un accès continu des pays endettés aux capitaux mondiaux, il a donc été chargé de mettre sur pied des prêts dits de sauvetage (" bail out "). Il a octroyé un prêt à un pays en difficulté de paiement à condition que celui-ci utilise cet argent pour rembourser les banques et les autres créanciers privés. De cette manière, le FMI a sauvé la mise aux prêteurs privés des pays industrialisés [voir *Q11*]. Ensuite, il a exigé d'être remboursé avec intérêt. Sa politique a été guidée par l'exaltation aveugle du marché, que rien ne doit entraver, pas même les cris de ceux qui ont faim. L'étau de la dette était prêt à broyer des millions d'individus.

Très vite, les pays riches, emmenés par les États-Unis, ont pris également une série d'initiatives pour empêcher la création d'un front des pays endettés, la pire de leurs craintes. En préalable à toute discussion, ils ont imposé que les négociations avec les pays endettés se fassent au cas par cas, pour isoler chaque pays débiteur et rester en position de force.

Du côté des créanciers, c'était l'union sacrée.

- ? À la Banque mondiale et au FMI, règne un système où les droits de vote sont proportionnels à la quote-part financière apportée par chaque pays (ce qui revient à 1\$=1 voix), les pays riches y ont donc eu une majorité confortable pour imposer leurs vues.
- ? Les États créanciers sont également regroupés au sein du Club de Paris pour rééchelonner la part bilatérale de la dette extérieure des États ayant des difficultés de paiement.
- ? Les banques des pays les plus industrialisés se réunissent au sein du Club de Londres travaillant de la même manière pour ce qui concerne la dette souveraine des États.

Un rapport de forces disproportionné s'est donc mis en place dès le début de la crise de la dette. Le FMI, la Banque mondiale, le Club de Paris et le Club de Londres sont chargés depuis plus de vingt ans de le perpétuer en faveur des pays riches.

(*) Extraits de "50 Questions/50 réponses sur la Dette, Le Fmi et la Banque mondiale" coédition CADTM / Syllepse (2002)